



Fariba Adelkhah

Directrice de recherche à SciencesPo-CERI

Jean-François Bayart

Directeur de recherche au CNRS (SciencesPo-CERI)

Iran : de quel bois la contestation est-elle faite ?

Depuis la proclamation de la réélection de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence de la République, dès le premier tour de scrutin, la contestation s'est emparée de la rue iranienne et ne semble pas devoir se démentir en dépit de la dureté de la répression. Quelle est la teneur, quels sont les objectifs de ce « mouvement vert » – la couleur que le sort avait donnée à la candidature de Mirhossein Moussavi et qui est devenue le signe de ralliement des protestataires ?

Il s'inscrit clairement dans la continuité de toute une série de mobilisations qui ont agité la société iranienne depuis le milieu des années 1990 : forte participation lors des élections législatives de 1996, notamment en faveur de candidats « reconstructeurs » et « autres penseurs » ; soutien populaire impressionnant à Mohammad Khatami en 1997 ; manifestations spectaculaires des supporters de l'équipe nationale de football en 1997-1998 ; mouvement étudiant de 1999 ; grèves des instituteurs, des ouvriers et des chauffeurs de bus depuis le début du millénaire ; et, surtout, campagne « Un million de signatures » contre les discriminations à l'encontre des femmes. De ce point de vue, la contestation de ces derniers mois est irréductible au leadership de Mirhossein Moussavi et de Mehdi Karroubi, même si elle s'est reconnue dans leurs candidatures et si elle s'est nourrie du refus de la fraude qui a de toute évidence entaché le scrutin du 12 juin. Inversement, Mirhossein Moussavi semble quelque peu débordé par un mouvement sur lequel il surfe depuis les dernières semaines de sa campagne électorale, mais dont il aurait sans doute eu de la peine à combler les attentes s'il avait accédé au pouvoir. Sa dernière lettre au Guide de la Révolution, en date du 31 décembre, dans laquelle il lui propose

un scénario de sortie de crise, montre qu'il reste attaché à un dirigisme et à un tiers-mondisme nationaliste désuets, par exemple quand il déplore que le bazar soit devenu la vitrine de ces produits étrangers importés dont raffole pourtant son électorat. Dans le même temps, le sort de la contestation et celui de Mirhossein Moussavi paraissent désormais indissolubles, au moins pour un proche avenir. Celui-ci tire sa force de l'ampleur et du pluralisme de la mobilisation populaire. Et cette dernière la sienne de la légitimité républicaine dont peuvent se targuer les leaders qu'elle s'est choisis, dès lors que les candidatures de Mirhossein Moussavi et de Mehdi Karroubi aux élections présidentielles ont été adouées par le Conseil des gardiens de la Constitution. Les manifestants (et auparavant les électeurs) ont décidé de rester dans le périmètre du régime.

En d'autres termes, le « mouvement vert » est un mouvement endogène, interne à la République islamique, qu'il ne remet pas en cause. D'une part, les ténors de l'opposition à Mahmoud Ahmadinejad sont des hiérarques de cette dernière, qu'ils ont servie depuis la Révolution et dont ils continuent d'occuper des positions de pouvoir importantes, notamment au sein du Conseil de discernement. D'autre part, les manifestants demandent « où est leur vote », investissent les cérémonies religieuses et officielles pour avancer leurs revendications, crient « Allah est grand ! », célèbrent la mémoire du premier dauphin de l'imam Khomeyni, l'ayatollah Montazeri, dont ils ont accompagné en masse la dépouille en donnant à ses funérailles la portée d'un deuil national.

L'objectif du « mouvement vert » n'est pas de renverser la République islamique, mais de desserrer son étreinte et d'assurer à la société l'espace qui doit lui revenir, ce qui passe inévitablement par une réforme du système électoral, voire de la Constitution, du système judiciaire et d'une partie de la législation. Il récuse la violence, celle du pouvoir naturellement, mais aussi celle qui pourrait naître de sa contestation : des manifestants se sont ainsi interposés à plusieurs reprises pour protéger de la foule des policiers qui avaient été blessés. Les destructions, les provocations antireligieuses qui ont ponctué les démonstrations d'Ashoura, le 27 décembre, ont également fait l'objet d'une sourde désapprobation de la part des « verts ». Une partie de l'opposition en exil, Abolhassan Banisadr en tête, a demandé d'éviter tout débordement pour préserver les acquis du mouvement.

L'Iran n'est donc probablement pas à la veille d'une révolution dont chacun connaît le coût et les limites, à commencer par les réformateurs d'aujourd'hui, qui étaient les radicaux d'hier. Néanmoins, son destin est très incertain. En effet, le mouvement de contestation est divisé dans ses revendications et ses buts. Il pose la question du « despotisme », mais se partage sur la manière politique ou constitutionnelle d'en sortir : faut-il, par exemple, changer de Guide

de la Révolution ou le remplacer par un collège de juristes, comme cela avait été évoqué lors de la mort de l'imam Khomeyni ? La mobilisation comporte un courant extrémiste qui rendra le compromis d'autant plus difficile que les entourages du Guide et du président de la République comptent eux aussi leurs ultras. La tentative de négociation que Mirhossein Moussavi a amorcée, et qui a bénéficié de l'appui de Mohsen Rezai, ainsi que – selon toute probabilité – de l'entremise d'Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, peut avorter en laissant la place soit à une restauration autoritaire, soit à une situation de quasi-guerre civile.

Mais cette alternative, plausible dans l'abstrait, ne tient pas compte de la différenciation et du pluralisme de la société iranienne, dont le « mouvement vert » est l'expression politique. Ce dernier consacre le dépassement des clivages de la période révolutionnaire et de ses lendemains en rassemblant des sensibilités longtemps antagonistes. Dans le pays, l'heure est au dialogue, au débat, au respect des droits, à la soif de progrès, de prospérité et de croissance, à l'acceptation de la différence, à la réconciliation beaucoup plus qu'aux déchirements factionnels. Sans compter que la classe politique et le peuple communient dans un même nationalisme, et très largement dans un même registre moral. Le drame du Guide de la Révolution et de certains de ses conseillers est de ne pas l'avoir compris. Pas plus que les leaders du « mouvement vert », enclins à minimiser les soutiens populaires dont dispose Mahmoud Ahmadinejad, et dont la fraude électorale a paradoxalement empêché de prendre l'exacte mesure. Les uns et les autres demeurent prisonniers de leur langue de bois, sans pouvoir admettre que, trente ans après la Révolution, le pays a changé, et aussi le reste du monde.